

Ouest France

Du 08/02/2018

Saint-Malo

L'hébergement d'urgence ne connaît pas de saison

Si l'on se préoccupe davantage de l'hébergement d'urgence en période de grand froid, le service existe toute l'année. L'Amids et le Goéland ont cette mission pour tout type de publics.

« Non, personne ne dort dehors à cette période de l'année, martèle François-Claude Plaisant, avant de tempérer. Normalement, le public qui le demande est hébergé. Parfois, ce n'est pas possible. Mais ce sont des exceptions. »

Le sous-préfet a visité les deux associations malouines qui gèrent l'hébergement d'urgence pour les personnes en situation de grande précarité. Des hommes et des femmes qui, à la suite d'un accident de la vie, peuvent se retrouver à la rue du jour au lendemain. Normalement, toutes ces personnes peuvent trouver un toit.

Les deux associations, diligentées par l'État, se sont réparties les publics. Au Goéland, dont le siège est situé avenue Jean-Jaurès, on accueille les femmes avec ou sans enfants et les familles. Quinze places leur sont attribuées dans des appartements dissiminés dans la ville, avec quatre places réservées aux femmes victimes de violences conjugales.

« Nous louons des appartements, des T4 ou des T5, auprès des bailleurs publics pour héberger en cohabitation », explique Pascal Dreano, directeur du Goéland. Plusieurs femmes peuvent partager le même hébergement.

Des besoins pour loger les femmes

À l'Amids, dans le quartier Tréhouard, la structure n'accueille que des hommes seuls, dans des espaces collectifs pour trois ou quatre personnes. Dix-huit places sont disponibles, avec l'objectif de rester le moins longtemps possible. « Jusqu'à l'année dernière, on réorientait les gens tous les trois ou quatre jours », se souvient Gilles Bourdais, responsable du pôle hébergement. Une situation difficile où une personne sans domicile repar-



Le sous-préfet François-Claude Plaisant (à droite) a visité un appartement dédié à l'accueil de femmes et de familles, avec Kevin Giraud, éducateur spécialisé, et Erwan Pruvost, chef du pôle inclusion sociale.

te à la rue régulièrement. « Maintenant, on renouvelle tant que ça se passe bien et que nous n'avons pas trouvé de solution pérenne. »

Car les deux associations ne font qu'héberger. Pendant le temps d'accueil, les éducateurs spécialisés se démenent pour trouver un logement. « Nous faisons de l'intermédiation locative », expose Pascal Dreano. C'est-à-dire que l'association sous-loue des appartements à des ménages avec l'objectif de leur céder le bail à terme. «

Une façon de permettre l'accès

et le maintien dans un logement en attendant le retour à une situation stable. Les associations ont plusieurs leviers leur permettant d'aider les personnes à retrouver un logement.

Quant au nombre de places disponibles, les associations sont divisées. Pour l'Amids, « il y a assez de places pour le besoin territorial ». Mais le Goéland signale que « s'il y avait davantage de places, elles seraient toutes occupées ».

Leur hébergement d'urgence est tout le temps plein. « Le taux d'occupation est de 115 % par an et il

atteint 250 % pour les quatre places réservées aux femmes victimes de violences », alerte Erwan Pruvost, chef du pôle inclusion sociale. Ce qui signifie qu'il existe une liste d'attente.

Mais le sous-préfet la répète : « L'hébergement d'urgence fonctionne bien à Saint-Malo. Et la solidarité n'est pas une histoire de saison. Ces services fonctionnent tous les jours, toute l'année. On ne s'occupe pas de ces gens qu'en situation de grand froid. »

Émilie CHASSEVANT.